

so!

Focus

Inégalités et crises



Votre soutien fait la différence ! solidar.ch

Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux



Photo de couverture

Mercia Gumissai se rend sur les chantiers avec sa moto pour réaliser des installations électriques. Elle fait partie d'un groupe de jeunes adultes issu-e-s d'une start-up qui ont pu lancer leur propre activité grâce au soutien de Solidar Suisse.
Photo : Maurice Haas



Chère lectrice, cher lecteur

Que pensez-vous de notre nouveau look ? Je suis pour ma part ravi de cette nouvelle identité visuelle à la fois moderne et percutante.

Notre dernière campagne braque les projecteurs sur les inégalités extrêmes. Solidar Suisse met ainsi en évidence le contraste entre les consommatrices et les consommateurs de la Rue du Rhône à Genève et les tailleuses du Bangladesh, en prenant l'exemple d'un sac de luxe en cuir, vendu 3000 francs en Suisse, alors que les coûts salariaux de sa fabrication sont de 20 francs. Une couturière du Bangladesh gagne environ 110 francs par mois. Solidar dénonce depuis toujours ces injustices criantes qui forcent des parents à envoyer leurs enfants trimer dans les champs, dans les usines et dans la rue.

La « permacrise », incluant les phénomènes climatiques extrêmes, l'exploitation des matières premières, l'affaiblissement de la démocratie, les guerres et les conflits, aggrave encore les inégalités.

Dans ce contexte, le travail de Solidar Suisse est hélas plus que jamais nécessaire. Nous avons hâte de diffuser notre appel contre les inégalités sociales dans la rue et en ligne ces prochains mois. Aidez-nous et engagez-vous à nos côtés pour un monde dans lequel chaque être humain a les mêmes chances !

Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

Sommaire



Focus

Inégalités et crises

Les inégalités sont non seulement injustes, mais aussi dangereuses, car elles divisent la société et fomentent les crises. Les antidotes ont beau être connus : services de base pour toutes et tous, égalité des chances et impôts ; elles continuent d'augmenter. Pour en savoir plus sur le combat mené par Solidar Suisse contre les inégalités, rendez-vous en

Page 6

En bref	4
Focus	6
Interview	14
Actualité	15
En coulisses	16
Chronique	17
Rétrospective	18
Dernière page	19

Nouveau design

Un point d'exclamation contre les inégalités

Solidar Suisse a fait peau neuve et notre magazine porte un nouveau nom : le *Soli*.

Avec ce design plus dynamique, nous souhaitons rendre plus visible notre lutte pour la justice sociale. Nous apportons ainsi un point d'exclamation contre les inégalités extrêmes dans le monde.

Solidar Suisse continuera à combattre les injustices ainsi que la pauvreté et à œuvrer pour que l'égalité des chances devienne une réalité pour toutes et tous.

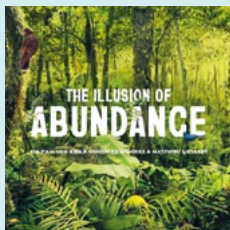
www.solidar.ch



Streaming gratuit

En savoir plus sur la responsabilité des multinationales

La Coalition pour des multinationales responsables propose trois documentaires saisissants en streaming gratuit : *Deep Rising*, consacré à la pratique controversée et extrêmement dangereuse de l'extraction en haute mer dans laquelle sont aussi empêtrées des multinationales suisses, *The Illusion of Abundance*, qui suit de courageuses défenseuses des droits humains dans différents pays, et *Der Konzern-Report*, qui dénonce les abus dans la mine de charbon de Glencore à Cerrejón en Colombie et dans une cimenterie de Holcim au Nigeria. Vous pouvez y accéder très facilement en remplissant le formulaire, en cliquant sur le lien qui vous sera envoyé par courriel, et en choisissant le film de votre choix disponible pendant 48 heures (délai imposé par les droits sur le film).



Les films sont disponibles à cette adresse :
www.responsabilite-multinationales.ch/films

Bolivie

La forêt tropicale brûle

Le nez brûle, les yeux pleurent et vous n'avez nulle part où vous réfugier. Telle a été la réalité des mois durant, cet été, dans les plaines de Bolivie. La fumée obscurcissait le ciel jusqu'au-dessus de Santa Cruz, à 600 kilomètres de là. Nous en avons été nous-mêmes témoins lors de notre visite de projet de plusieurs jours à Guarayos, où l'Amazonie s'embrasait et le soleil apparaissait au mieux comme un disque de bronze terne dans le ciel. À perte de vue, des prairies et des champs de soja, là où se dressait il n'y a pas si longtemps encore la forêt tropicale, dont six millions d'hectares ont disparu ces dix dernières années. Une destruction environnementale inouïe due surtout à l'abattage illégal de bois et à la progression de l'agriculture industrielle. Les feux menacent aussi les moyens de subsistance de la population locale, qui utilise les ressources de la forêt tropicale dans le cadre de projets de Solidar, sans la détruire. Ces personnes ont plus que jamais besoin de notre soutien.

Solidar Suisse Genève au festival Filmar

La section genevoise de Solidar Suisse participera au festival Filmar qui se tiendra du 15 au 24 novembre 2024 à Genève.

Notre responsable programme Amérique centrale, Monika Hess, sera présente pour une discussion le 19 novembre après la projection du documentaire Ramona, diffusé de 20h à 21h30 à la Julienne, Maison des arts et de la culture de Planles-Ouates. Le documentaire suit une actrice qui part à la rencontre d'adolescentes enceintes dans les environs de Santo Domingo, en République dominicaine, pour préparer un rôle. Le 24 novembre, nous assisterons également à la cérémonie de remise des prix du public que nous cofinançons.

Contact : solidar.geneve@solidar.ch



Exploitation des cueilleuses de thé

Signez la pétition maintenant

Si beaucoup de personnes connaissent le thé de Ceylan et en boivent, peu d'entre elles savent que dans les plantations, les cueilleuses de thé du Sri Lanka et leurs familles vivent dans de vieilles habitations exiguës, sans installations sanitaires. Elles travaillent pour un bas salaire, sans assurances sociales et dans des conditions d'extrême précarité. Aidées de leur syndicat Ceylon Workers Red Flag Union, elles ont mis sur pied un tribunal des travailleur·euse·s en juin dernier afin d'attirer l'attention sur leur situation. Pour faire pression sur le gouvernement sri lankais, SOLIFONDS a créé une pétition de soutien aux recommandations que lui ont adressées les juges.

Vous aussi, signez la pétition ! www.leprixduthé.ch

La solidarité comme devoir moral

Au Burkina Faso, des dizaines de milliers d'enfants meurent de maladies, de malnutrition, de la chaleur et du manque d'eau dans le contexte du conflit au Sahel. Un enfant sur dix n'atteint pas l'âge de cinq ans. En tant que société, en tant que Suisse attachée à sa tradition humanitaire, en tant que l'un des pays les plus riches au monde, nous avons les moyens de sauver la vie d'un grand nombre de ces enfants. (...)

Aujourd'hui, nous nous éloignons de cette réflexion. Nous débattons de la durabilité des projets de développement de la Suisse, de leur pertinence et leur utilité. (...)

Lors des débats parlementaires, différents secteurs de la société sont opposés les uns aux autres dans le but de réduire de manière drastique l'engagement de la Suisse. (...)

Si la Suisse se détourne de la solidarité, un très grand nombre de personnes perdront leur moyen de subsistance ; et nous, nous perdrons notre intégrité morale. Des projets et des programmes mis en œuvre sur le long terme s'effondreraient comme des châteaux de cartes. En réduisant de manière drastique notre coopération internationale, nous nuirions également à notre propre pays. (...) La Suisse affaiblirait alors sa sécurité, sa politique étrangère et économique, ainsi que sa prospérité.

24 heures, 23.09.2024, article d'opinion de Felix Gnehm

10%

**Les 10 % les plus riches
sont responsables de plus
de la moitié des émissions
mondiales de CO₂.**



Une femme étend ses vêtements à Cacau Pirêra, au Brésil. Même si elles peuvent flotter, les habitations comme la sienne résistent rarement aux fortes précipitations et finissent par couler.

Focus

Inégalités et crises

Les inégalités fomentent des crises, qui exacerbent les inégalités. Effets du changement climatique, dysfonctionnements sociaux ou crise permanente et souvent oubliée de la violence envers les femmes, le constat est le même de part et d'autre de la planète. Tous ces enjeux sont liés. La crise climatique ne sera donc pas résolue sans intégrer la dimension de justice sociale, et inversement. Les inégalités divisent la société, aggravent les problèmes sociaux et mettent en péril la démocratie. Voilà pourquoi Solidar les combat, partout dans le monde.

Découvrez ici comment Solidar s'engage contre les inégalités

- 8** Deux mégacrisis existentielles
- 10** Changement climatique : se battre pour survivre
- 11** La crise sécuritaire renforce les inégalités
- 12** Du courage d'être une femme au Honduras
- 13** Semer l'espoir malgré la pollution environnementale



Deux mégacrises existentielles

Le changement climatique et les inégalités sociales menacent la vie humaine sur notre planète. Il est grand temps d'agir.

Texte : Joachim Merz, responsable de programme

Vous avez l'impression que les crises augmentent dans le monde ? D'autres le pensent aussi. Les spécialistes parlent de crises multiples, de nature écologique, sociale, économique et politique. Les deux mégacrises sont la crise climatique et les inégalités sociales. Leurs enjeux ne sont pas seulement actuels : en réalité, c'est de la résolution de ces deux crises que dépendent la survie physique de l'humanité et la question de notre capacité à vivre ensemble en paix.

Les ultra-riches vivent au-dessus de nos moyens

Les inégalités sociales et la crise climatique sont interconnectées. Les 10 % des personnes les mieux payées au monde, dont fait partie à peu près la moitié de la population suisse, génèrent plus de 50 % des émissions de CO₂ mondiales, contre à peine 10 % pour la moitié inférieure du classement. Quant au 1 % des personnes les plus riches, elles génèrent autant d'émissions que les cinq milliards de personnes qui représentent les deux tiers les plus pauvres de l'humanité. Cette crise est celle du capitalocène, c'est-à-dire des gagnantes et des gagnants du capitalisme mondial. Les ultra-riches vivent au-dessus de nos moyens sociaux et écologiques. Leur style de vie cause la ruine écologique, économique et sociale de

notre planète et attise les conflits partout dans le monde. Le capitalisme se heurte à ses limites et il est de plus en plus irréaliste de croire que ces crises pourront être surmontées dans le cadre du système capitaliste avec son impératif de croissance. Et pourtant, le lobby du pétrole, du gaz et du charbon continue de dominer la scène politique. Il nie, enjolive, rassure l'opinion publique, retardant ainsi le changement des habitudes de production et de consommation nécessaire.

Les plus pauvres, premières victimes de la crise climatique

Sans oublier que les personnes qui contribuent le moins à la crise climatique sont celles qui en subissent le plus durement les conséquences. Les pays à faible et moyen revenu sont particulièrement affectés par la multiplication des canicules et des sécheresses, des tempêtes dévastatrices, des inondations de grande ampleur et des pertes de récolte, ainsi que par la propagation de maladies, alors que ce sont ceux qui émettent le moins de CO₂. Selon la Banque mondiale, les catastrophes climatiques pourraient coûter au Mozambique, l'un des pays les plus pauvres au monde, un tiers de son produit intérieur brut ces prochaines années. La crise climatique aggrave par

ailleurs encore les inégalités mondiales. D'après une étude, les conséquences du changement climatique exacerbent les inégalités entre les pays de 25 %. Une autre étude démontre que le réchauffement climatique entretient la pauvreté. En effet, pour chaque degré supplémentaire, la pauvreté augmentera de 9 %. Quelque 4,5 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale, sont menacées par les phénomènes météorologiques extrêmes. La moitié d'entre elles vivent dans une pauvreté absolue ou relative qui les rend particulièrement vulnérables aux conséquences de ces phénomènes. Alors qu'il est urgent d'investir dans la prévention et l'adaptation au changement climatique et d'amortir ses coûts, les caisses publiques de nombreux pays sont vides. Pendant ce temps, le patrimoine privé d'une poignée d'individus explose.

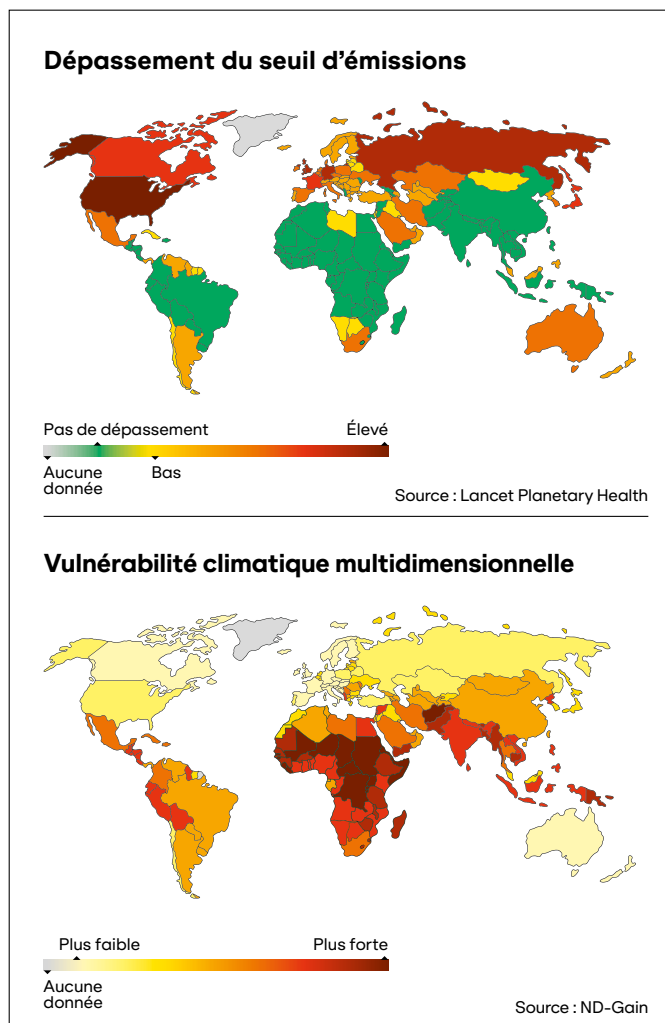
Service public de qualité et impôts sur la fortune

La crise climatique et la crise des inégalités intensifient les conflits autour de la répartition des richesses, qui affaiblissent la démocratie et érodent les droits humains et civiques. Les formes de gouvernement autoritaires, qui promeuvent des solutions toutes faites, montent les groupes de la société les uns contre les autres, réduisent la notion de solidarité à la protection de la population locale, excluent les personnes migrantes et les groupes non conformes et servent les intérêts des plus riches, gagnent du terrain.

Comment redresser le cap ? Si les pistes de solutions sont connues, la majorité politique ne suit pas (encore). Il faut un service public de qualité pour toutes et tous, c'est-à-dire l'accès aux soins de santé et à l'éducation, et notamment à l'eau potable. Quatre milliards de personnes dans le monde, principalement en Afrique subsaharienne, ne disposent toujours pas d'eau propre. Il faut aussi taxer plus lourdement les ultra-riches. Les recettes fiscales supplémentaires qui en résulteraient, jusqu'à 250 milliards de dollars par an selon les estimations, pourraient générer les moyens requis en urgence pour lutter contre la faim et la pauvreté dans le monde et redistribuer les richesses. Les droits fondamentaux des travailleuses et des travailleurs, tels qu'un salaire suffisant pour vivre et un environnement de travail sain, sont un troisième instrument dont devraient pouvoir bénéficier toutes les personnes qui gagnent leur vie en travaillant sans pouvoir compter sur une fortune faite de propriétés foncières, d'actions ou de comptes en banque bien garnis. La dernière mesure, et non des moindres, consiste à combattre les inégalités de genres. Les femmes souffrent plus que les hommes de la pauvreté, de la discrimination, de la violence et des conséquences des catastrophes naturelles et sont toujours sous-représentées dans les organes législatifs et exécutifs du monde entier. Investir dans l'éducation et la réussite professionnelle des filles et des femmes, c'est investir dans un avenir plus équitable pour tout le monde.

Solidar contre les inégalités

Partout dans le monde, Solidar Suisse lutte contre les inégalités. Au Pakistan et au Bangladesh, nous soutenons les personnes les plus affectées par le changement climatique (p.



10). En Bolivie et au Mozambique, nous promouvons une planification participative dans les communes qui tient compte des préoccupations des citoyennes et des citoyens pour améliorer le service public. Grâce à ces mesures, ces communes bénéficient de mesures de prévention sanitaire, d'écoles mieux équipées ou de puits d'eau potable dans les régions rurales. En Asie, nous travaillons main dans la main avec les syndicats pour améliorer les droits des ouvrier·ère·s du textile et des personnes migrantes travaillant dans l'agriculture ou la production d'huile de palme (p. 15), ainsi que dans l'extraction de nickel et de charbon. Nous soutenons également des réseaux de travailleur·euse·s précaires et informel·le·s dans différents pays (p. 16). Plusieurs projets de Solidar s'engagent contre les violences faites aux femmes et promeuvent l'égalité des droits, comme au Salvador, au Guatemala, au Honduras (p. 12) et en Bolivie.

En Suisse, Solidar organise par exemple des campagnes contre les batailles de soldes du Black Friday qui se font au détriment des travailleur·euse·s des pays à moyen et faible revenu. Derrière la façade étincelante des vitrines des magasins se cache une réalité qui dérange : les salaires de misère dans les industries électronique ou textile (p. 20).

Ni les populations des pays à faible et moyen revenu ni la planète Terre ne peuvent se permettre nos habitudes de consommation. Il est urgent de changer de trajectoire. ●



Au Bangladesh, des femmes traversent une zone inondée pour rejoindre leurs maisons, devenues inhabitables après des pluies diluviennes.

Changement climatique : se battre pour survivre

Le Pakistan et le Bangladesh sont durement affectés par un changement climatique auquel ils ont à peine contribué. Une situation qui renforce les inégalités.

Texte : Reza Ghulam, gestionnaire de projet au Pakistan, et Muhammad Amanullah, coordinateur pays pour le Bangladesh

Dans son petit village de la région de Sanghar, dans le sud du Pakistan, la vie d'Arti Bai est une lutte de chaque instant contre la pauvreté et la dure réalité du changement climatique. Elle subvient à ses besoins et à ceux de sa famille en cultivant un demi-hectare de terres en fermage. Cependant, les catastrophes naturelles menacent constamment ses moyens de subsistance. En 2022, des pluies diluviennes ont détruit Sanghar. Le lopin de terre d'Arti Bai a été inondé, sa récolte anéantie. Comme tant d'autres dans sa commune, cette femme de 43 ans s'est retrouvée sans nourriture, sans toit et sans aucun moyen de subsistance.

Aide d'urgence et nouveau projet

Après les inondations, sa famille a survécu grâce à la nourriture et aux biens

de première nécessité distribués par Solidar Suisse : « Les dons de nourriture étaient une bénédiction, car nous n'avions plus rien », se souvient-elle. Arti Bai ne s'est pas laissée abattre : quand l'eau a fini par se retirer, elle a décidé de se lancer dans la culture de coton, pour laquelle la région de Sanghar est connue, en empruntant de l'argent à son bailleur. Sauf qu'une canicule s'est alors abattue sur Sanghar : « Je comptais sur la récolte de coton pour rembourser mon prêt, raconte Arti Bai, mais la canicule a tout détruit. » Bien loin de pouvoir rembourser ses dettes, elle ne savait pas comment elle allait survivre aux mois à venir. Elle ne pouvait même pas cultiver du blé pour elle et sa famille, n'ayant pas les moyens de s'acheter des semences et de l'engrais.

Moyens de subsistance menacés

Même son de cloche auprès d'Elora Begum à Cox's Bazar, au Bangladesh : « Fin mai, le cyclone Ramel a inondé notre seul puits. Nous n'avions plus d'eau propre, adultes comme enfants ont souffert de diarrhée. Le cyclone a endommagé mon logement et il n'était plus possible de sortir en mer pour aller pêcher, si bien que nous n'avons plus eu aucun revenu. »

Au Bangladesh aussi, les plus pauvres sont les premières victimes du changement climatique. Beaucoup vivent de l'agriculture, le secteur le plus touché : les températures élevées, la salinisation des sols et les inondations pourraient faire perdre un tiers de la production d'ici 2050. Avec ses plaines et ses paysages fluviaux, le pays occupe la septième place du Global Climate Risk Index. On estime que d'ici 2050, le changement climatique entraînera le déplacement de 13,3 millions de personnes au Bangladesh. Dans les régions côtières exposées, ce sont déjà quelque 2000 personnes qui mettent chaque jour le cap sur la ville, où des protestations et des manifestations éclatent lorsque le gouvernement cherche à expulser des bidonvilles les personnes déplacées par le changement climatique.

Le changement climatique renforce les inégalités

À Sanghar, les minorités ethniques paient le prix fort du changement climatique. Contrairement aux exploitant·e·s plus aisé·e·s, les petit·e·s agriculteur·trice·s comme Arti Bai ne peuvent pas investir dans des systèmes d'irrigation ou dans des plantes résilientes au changement climatique et n'ont souvent pas les ressources nécessaires pour se relever après une catastrophe. Dans leur cas, une perte de récoltes est synonyme de faim, d'endettement croissant et de mode de vie qui s'écroule. « Quand les fortes chaleurs ou les inondations arrivent, nous perdons tout. Les propriétaires de terres peuvent attendre, nous non », affirme Arti Bai.

Ce prêt soudain impossible à rembourser n'est qu'un exemple de la façon dont le changement climatique aggrave le cycle des inégalités. L'aide d'urgence

fournie par Solidar Suisse après les inondations de 2022 est certes vitale, mais insuffisante. Voilà pourquoi nous aidons désormais les agriculteur·trice·s à rétablir durablement leurs moyens de subsistance.

Les personnes qui donnent en silence

La population du Bangladesh aussi a besoin d'aide pour s'adapter à un climat changeant. Solidar Suisse travaille avec les personnes les plus touchées à Cox's Bazar et à Chattogram pour qu'elles puissent assurer leur alimentation et s'armer face aux futures catastrophes. Aux côtés d'autres ONG suisses et de la Direction du développement et de la coopération, nous avons également formé un consortium visant à lutter contre les conséquences les plus graves du changement climatique. En effet, alors que le Bangladesh contribue à peine aux émissions, les ouragans et les inondations lui infligent des pertes financières d'environ 3,2 milliards de dollars par an. Les personnes des pays à faible et moyen revenu qui vivent en dessous du seuil de pauvreté sont donc des donateur·trice·s silencieux·ses, qui paient pour les dommages climatiques et les mesures d'adaptation, à peine reconnu·e·s par la communauté internationale. ●

La crise sécuritaire renforce les inégalités

Face à une demande plus importante, l'accès aux services publics est limité dans les régions où les personnes déplacées à l'intérieur du Burkina Faso cherchent refuge.

Texte : Saydou Savadogo, responsable de projet au Burkina Faso

En mars 2023, on estimait déjà à 2,3 millions le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du Burkina Faso, dont plus de la moitié sont des enfants. Aminata Ouedraogo (nom fictif), 24 ans, a elle aussi dû quitter son village après un attentat en 2017 et vit depuis dans une ville du Centre-Nord.



Aminata Ouedraogo avec les savons et les objets en perles qu'elle produit elle-même.

Manque d'écoles et de soins de santé

Les communes d'accueil sont dépassées par le nombre de personnes déplacées. Il n'y a pas assez d'écoles, de centres de santé, d'eau potable, d'installations sanitaires. En raison de la situation sécuritaire difficile, l'OCHA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, estime en outre que plus de 5700 écoles et presque 350 centres de santé ont dû fermer. Plus de 800 000 enfants ne peuvent plus aller à l'école et plus de 3,3 millions de personnes ne reçoivent plus de soins médicaux. Les mauvaises récoltes dues au changement climatique et les prix exorbitants résultant d'une demande en hausse accroissent encore le besoin. La solidarité est certes importante et la plupart des personnes déplacées ont trouvé un toit auprès de familles d'accueil, mais la pénurie de ressources exacerbe les inégalités et les tensions. L'État tente d'améliorer la situation au moyen d'écoles temporaires et de magasins d'alimentation subventionnés. Solidar Suisse ouvre des possibilités de formation professionnelle pour les jeunes et renforce les organisations locales pour veiller à ce que tout le monde ait accès au strict minimum, de l'eau potable aux soins médicaux, et éviter que la crise exacerbe encore les inégalités.

De nouvelles perspectives

Avec le soutien de Solidar Suisse, Aminata Ouedraogo, qui dépendait au départ de l'aide humanitaire, a suivi une formation professionnelle et reçu les outils nécessaires pour produire du savon et des objets en perles. Engagée comme formatrice dans un centre de formation professionnelle, elle transmet aujourd'hui son savoir-faire à d'autres jeunes femmes. « J'ai pleuré de joie quand j'ai reçu mon salaire », raconte Lamousbila Kougri. « C'était la première fois que je tenais une telle somme d'argent entre les mains, et en plus cet argent m'appartenait ! Ce revenu supplémentaire à côté de la production de savon me permet de contribuer aux dépenses de la maison et de soigner mon enfant quand il est malade. » ●

Votre don compte !

50
francs

Ce montant permet à une famille affectée par les inondations de subvenir à ses besoins les plus fondamentaux.

75
francs

Ce montant permet d'aménager un jardin communautaire où cultiver des légumes.

100
francs

Ce montant permet de nourrir une famille pendant un mois.



solidar.ch/fr/agir

Du courage d'être une femme au Honduras

La violence à l'égard des femmes découle des inégalités et les renforce. Le Foro de mujeres du Honduras s'engage contre cette crise permanente et souvent oubliée.

Texte : Paula Hromkovicova, collecte de fonds institutionnelle

C'est au siège du Foro de mujeres por la vida (Forum des femmes pour la vie) à San Pedro Sula, dans le nord du Honduras, que je rencontre Alexandra Kelly. Nous nous éloignons du bourdonnement des femmes venues chercher conseil, des collaboratrices du forum et des bénévoles des organisations membres pour discuter dans son bureau. Cette avocate s'engage depuis huit ans au sein du Foro de mujeres. « Fin août, 155 femmes avaient déjà été tuées au Honduras cette année », indique-t-elle. Peut-être plus, car elle tire ce chiffre de sa propre analyse des informations partagées dans les médias, faute de recensement officiel des féminicides. « Quel que soit le gouvernement au pouvoir, les femmes sont tuées et victimes de violences sexuelles et physiques. Ces violences ont lieu partout : à la maison, dans la rue, au travail. Et les mesures politiques nécessaires ne sont pas prises. » L'impunité est un grand problème : dans 95 % des cas de féminicides, l'auteur des faits n'est pas condamné. « L'État envoie ainsi le message que lorsqu'un homme viole ou tue une femme, son acte reste sans conséquences. Un message fatal. » Selon Alexandra Kelly, il existe un véritable pacte patriarcal : « Au lieu d'agir, la police explique même parfois aux agresseurs comment éviter une plainte. »

Double discrimination des femmes noires

Alexandra Kelly le sait d'expérience, « il faut du courage pour être une femme au Honduras ». C'est d'autant plus vrai pour celles qui s'organisent en groupes féministes et mettent des mots sur ces violences, comme le fait le Foro de mujeres. La liste des discriminations est longue. Les femmes sont moins souvent employées et à des conditions plus défavorables, ce qui les rend plus dépendantes de leur compagnon (violent). Aucun soutien n'existe pour les femmes célibataires. Les droits des lesbiennes et des femmes transgenres ne sont pas protégés ; les personnes trans ne peuvent par exemple toujours pas modifier leur nom dans le registre de population.

La présidente Xiomara Castro a personnellement mis son

veto à un projet de loi visant à prévenir les grossesses adolescentes. Pas question en effet de parler de sexualité à l'école. « Pour cette raison et vu que de nombreuses adolescentes sont victimes d'exploitation sexuelle, les grossesses précoces sont fréquentes », assène Alexandra Kelly.

Les femmes autochtones et noires sont encore plus discriminées. À Tela par exemple, toujours dans le nord du pays, il n'y a pas de traductrices du garifuna, la langue locale, ce qui complique l'accès à la justice. « Elles ne sont pas seulement violées parce qu'elles sont des femmes, mais elles sont aussi assassinées parce qu'elles défendent la protection des ressources naturelles. Et souvent, elles sont aussi discriminées au sein même de leur communauté. »

Des réseaux de libération

Le Foro de mujeres mise sur le renforcement des organisations de femmes pour contrer les violences liées au genre. « La mentalité macho de nombreux employés du service public entrave les procédures juridiques », explique-t-elle. Les femmes ont donc impérativement besoin d'aide pour pouvoir porter plainte contre leurs agresseurs et les poursuivre en justice. Grâce au Foro de mujeres, des réseaux qui accompagnent les femmes et documentent les violences se sont formés même dans les régions et parmi les couches de population négligées. « La pression que nous avons exercée a contribué à la mise en place des rares lois et politiques en faveur des femmes », ajoute Alexandra Kelly avec fierté. ●



Alexandra Kelly, du Foro de mujeres por la vida, aide les femmes à porter plainte contre leurs violeurs.

Semer l'espoir malgré la pollution environnementale

La Bolivie a réduit les inégalités en allouant à la lutte contre la pauvreté les profits d'une croissance économique fondée sur les matières premières.

Texte : Guimer Zambrana, responsable communication en Bolivie

Sans cet appareil permettant d'obtenir de l'eau à partir du brouillard, Victoria Soliz aurait quitté son village. Conjugée à la pauvreté, la pénurie d'eau anéantissait en effet tout espoir d'un avenir meilleur pour sa fille.

Une lutte non durable contre la pauvreté

Comme Victoria, beaucoup de personnes souffrent du changement climatique et de l'érosion des sols en Bolivie. Il est vrai que le modèle économique social, communautaire et productif soutenu par l'État depuis 20 ans a réussi à réduire la pauvreté : la moitié de la population faisait partie de la classe moyenne en 2017 contre un quart en 1999, tandis qu'en 2012, un quart de la population seulement devait encore s'en sortir avec moins de quatre dollars par jour, plus de la moitié moins qu'en 2000. Néanmoins, ce succès reposait sur l'exploitation des matières premières, une solution non durable et nocive pour l'environnement.

Effondrement du système de subventions

La régression du secteur du gaz naturel l'illustre bien : l'amenuisement des ressources a fait chuter les réserves monétaires internationales, qui sont passées de 15 milliards de dollars fin 2014 à 1,7 milliard de dollars à la fin de l'année dernière. Les exportations vers le Brésil et l'Argentine ont baissé de presque 60 %, et sous l'effet de la chute des prix, les recettes sont même passées de 6 à 1,8 milliards de dollars.

Cette évolution a mis à mal le système de subventions développé de-



Juan Pablo Maldonado se tient devant l'appareil de mesure qui lui permet d'irriguer son champ de maïs avec précision et d'accroître sa production.

puis 2006. Le gouvernement n'a eu d'autre choix que de libéraliser les prix de l'essence de haute qualité, tandis que les longues files ont commencé à se multiplier devant les stations offrant de l'essence subventionnée. La pénurie de dollars a en outre fait augmenter le prix des importations et paralysé le commerce informel, dont vit une grande partie de la population des villes boliviennes.

Des initiatives qui redonnent espoir

Dans les plaines, le recours massif aux produits agrochimiques de l'agriculture industrielle a aussi de lourdes conséquences sur l'environnement. Les feux de forêt qui ont enfumé tout le pays ces derniers mois sont majoritairement dus à l'extension de la culture de soja et de l'élevage bovin. Ils déciment la forêt tropicale, jusque-là garante de l'équilibre climatique. L'extraction de minéraux se fait elle aussi au moyen de produits

chimiques qui anéantissent toute vie dans de nombreux cours d'eau. L'espoir renaît toutefois grâce aux organisations non gouvernementales, aux initiatives multipartites et aux groupes de femmes et de jeunes des communes boliviennes qui s'attellent à trouver des réponses concrètes à ces problèmes. C'est ainsi que Juan Pablo Maldonado, de Cochabamba, a pu accroître de 20 % les recettes de sa récolte de maïs grâce au dialogue entre son syndicat, une ONG et une entreprise privée, tandis que des innovations techniques mises en place avec le soutien de Solidar Suisse lui permettent de moins recourir à l'irrigation artificielle. Victoria Soliz, quant à elle, est ravie de l'eau obtenue grâce aux capteurs de brouillard de la commune : « elle est très propre, alors que par temps sec, le système de pompage ne donne que de l'eau sale. Comme il y a beaucoup de brouillard ici, nous aurons désormais de l'eau de qualité. » ●

Les inégalités : pas de fatalité

Sabin Bieri étudie les causes des inégalités. Nous avons voulu savoir comment celles-ci attisaient les crises et comment les combattre.

Interview : Katja Schurter, rédactrice

Comment les inégalités favorisent-elles les crises ?

Les sociétés inégalitaires s'en sortent mal en matière de criminalité, de santé et de réussite scolaire. Si vous êtes en haut de l'échelle, les crises vous atteignent moins et vous pouvez vous protéger. Les citoyen·ne·s riches peuvent influencer la politique en leur faveur, ce qui renforce encore les inégalités.

Les riches causent le plus d'émissions, mais les pauvres en subissent les conséquences.

Tout à fait. Il s'agit de comprendre d'une part si les pays occidentaux ont une dette historique et un devoir de compensation. Il est toutefois délicat d'élaborer des bases fiables pour d'éventuelles demandes de compensation. D'autre part, nous devons réduire plus rapidement les émissions de CO₂ pour ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement. Il est trop facile de pointer du doigt des pays comme la Chine et l'Inde, avec leur vaste population et leurs industries fondées sur les énergies fossiles. Et il faut du savoir-faire et un transfert de techniques.

Les inégalités s'accroissent-elles ?

Il existe plusieurs dynamiques à l'œuvre. Dans le monde entier, les inégalités augmentent entre ultra-riches, classe moyenne et pauvres. En revanche, elles ont diminué entre les pays. Les pays scandinaves, qui prennent des mesures politiques, sont les moins inégalitaires. La balle est donc dans notre camp.

Saisissons-nous l'ampleur de la crise ?

Des enquêtes montrent que les inégalités sont largement sous-estimées. Si les gens n'ont pas conscience de leur ampleur, ils ne perçoivent pas non plus l'urgence d'agir politiquement.



Sabin Bieri

Co-directrice du Centre for Development and Environment, Université de Berne

« Dans le monde, les inégalités augmentent entre ultra-riches, classe moyenne et pauvres. »

Quel est le danger des inégalités ?

Elles divisent la société. Des troubles sociaux et des conflits surgissent lorsque la population ne se sent plus représentée. Les décisions d'avenir sont bloquées et la résilience des sociétés ébranlée, ce qui les rend plus vulnérables aux crises.

De quoi avons-nous besoin pour réduire les inégalités ?

D'une véritable égalité des chances et de systèmes de protection sociale. Chaque personne doit pouvoir subvenir à ses besoins fondamentaux. Si vous placez tout le monde sur la ligne de départ sans tenir compte des différentes conditions physiques et mentales, vous savez d'avance qui va gagner. L'égalité

des chances ne s'atteint pas en donnant la même chose à tout le monde.

Peut-on mettre fin aux inégalités dans le système capitaliste ?

Ce système a des failles : la consommation ostentatoire, le style de vie fondé sur un usage intensif des énergies fossiles, des marchés apparemment débriés et l'impératif de croissance. Des réformes s'imposent.

Quel genre de réformes ?

Le régime fiscal doit être réformé pour rendre aux États et à la communauté internationale leur capacité d'action. Il faut un autre type de taxation sur les transactions financières, les données, l'énergie, l'IA, les héritages. Les idées sont là, il ne reste plus qu'à les concrétiser d'une manière intelligente et - c'est là que ça se complique - applicable politiquement.

Les inégalités sont-elles liées au genre ?

Ce point-là aussi appelle à une réforme des conditions-cadres du système capitaliste. Le travail de soins, majoritairement assuré par les femmes partout dans le monde, est occulté dans une distorsion totale de la réalité qui ignore le principal lubrifiant du système capitaliste. Nous avons besoin de reféfinir la notion du travail.

Que pouvons-nous faire, ici, contre les inégalités mondiales ?

Placer la sécurité avant la solidarité et les opposer l'une à l'autre, comme dans les débats actuels sur l'augmentation du budget de l'armée au détriment de l'action humanitaire, relève d'une politique symbolique à court terme. Une inégalité flagrante des chances engendre des conflits. Nous connaissons un retour de bâton, d'une manière ou d'une autre. ●

Pas assez pour vivre

Une étude de Solidar Suisse évalue pour la première fois à combien devrait s'élever un salaire décent dans les plantations de palmiers à huile au Sabah, en Malaisie.

Texte : Christian Eckerlein, responsable des campagnes Travail décent en Asie

Les ventes mondiales d'huile de palme sont en plein essor, un boom dont profitent peu les travailleur·euse·s des plantations et leurs familles. Solidar Suisse et une organisation partenaire locale ont cherché à établir à combien s'élèverait un salaire décent pour les travailleur·euse·s des plantations de palmiers à huile du Sabah, plaque tournante de l'huile de palme avec une part de 9 % de la production mondiale. Les travailleur·euse·s migrant·e·s, essentiellement originaires d'Indonésie et des Philippines, sont les piliers du secteur malaisien de l'huile de palme. La plupart travaillent sans permis de séjour et de travail et peuvent à peine défendre leurs droits, ce qui transparaît notamment dans leurs salaires.

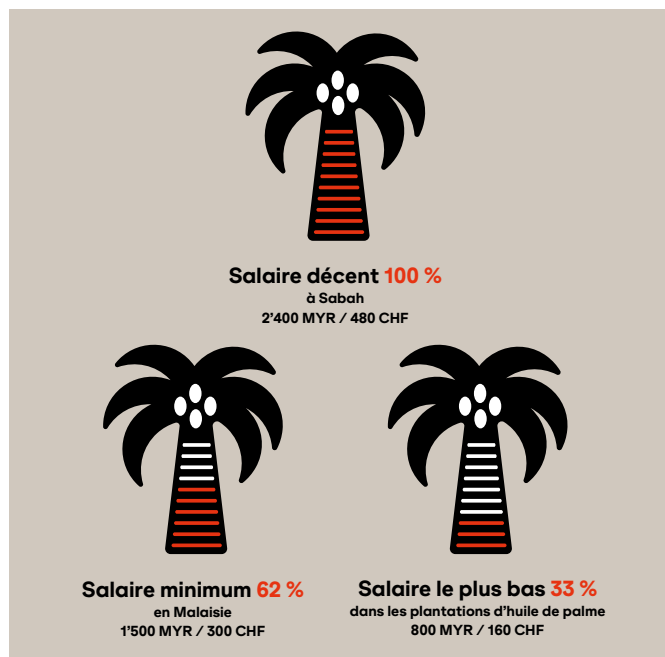
Des coûts de la vie plus élevés

Pour calculer le salaire décent (voir encadré), nous avons enquêté dans trois plantations du Sabah en nous inspirant de la méthode Anker. Nous avons constaté que les coûts alimentaires des travailleur·euse·s migrant·e·s étaient plus élevés que la moyenne. Face aux risques que ces personnes sans statut légal courent en quittant la plantation, elles achètent surtout leur nourriture dans les magasins des plantations, dont les prix sont excessifs. S'y ajoutent encore les coûts liés à la migration, par exemple pour obtenir les passeports et les visas ou pour rester en contact avec les familles en Indonésie.

Trois fois moins que le salaire décent

D'après nos recherches, un salaire décent s'élève à environ 2400 ringgits (480 francs) pour les travailleur·euse·s des plantations de palmiers à huile. C'est nettement plus que le salaire minimal malaisien, qui s'élève actuellement à 1500 ringgits (300 francs). Les salaires les plus bas sont jusqu'à trois fois inférieurs au salaire décent. Les tâches majoritairement effectuées par des femmes, comme la pulvérisation de pesticides, sont beaucoup moins payées que les travaux dits « masculins », comme la récolte. Dans la plantation avec les salaires les plus bas, les hommes reçoivent en moyenne 950 et les femmes 700 ringgits par mois.

Ces bas salaires s'expliquent principalement par le système de rémunération à la pièce. La récolte est rémunérée en fonction du prix par tonne défini par les propriétaires des



Salaire décent

Un salaire décent doit au moins couvrir les besoins fondamentaux suivants des travailleur·euse·s et de leurs familles : nourriture, logement, vêtements, santé, éducation, transport, communication, détente, culture, participation à la vie sociale, ainsi qu'un montant pour les imprévus et les urgences.

plantations. Quand la pluie empêche la récolte, les travailleur·euse·s voient leur salaire s'envoler. De ce fait, toutes les personnes interrogées ont dû s'endetter.

La responsabilité du secteur de l'huile de palme

Les moulins, qui reçoivent les récoltes des plantations sur lesquelles nous avons enquêté, apparaissent dans la chaîne d'approvisionnement de grands groupes alimentaires. Bien que le secteur de l'huile de palme, et en particulier les entreprises appartenant à la Table ronde pour une huile de palme durable (RSPO), ait affirmé pendant des années vouloir payer des salaires décents, à ce jour, la RSPO n'a encore mené aucune étude sur le sujet. C'est aussi pour cela que Solidar a réalisé cette enquête. Des études supplémentaires menées dans d'autres régions productrices d'huile de palme sont toutefois nécessaires.

De nombreuses entreprises achetant de l'huile de palme du Sabah engrangent des milliards chaque année. Il est de leur responsabilité de permettre aux travailleur·euse·s à l'origine de ces profits et à leurs familles, de mener une vie digne. ●

Événement : transition sociale juste dans l'industrie de l'huile de palme

Des représentant·e·s des syndicats, des mouvements écologistes et des ONG d'Indonésie, de Suisse et d'Allemagne échangeront sur les alliances nécessaires à une transition juste vers une production plus écologique de l'huile de palme et sur le rôle de la solidarité internationale (en anglais).



3 décembre 2024, 17h30
solidar.ch/just-transition-event



S'allier contre les conditions de travail injustes

Astika Andriani encourage les initiatives personnelles des travailleuses et travailleurs d'Asie du Sud-Est et les met en contact.

Texte : Katja Schurter, rédactrice

« Je me suis toujours intéressée à la question du travail. J'ai grandi dans un quartier de Bandung encerclé d'usines. Je voyais tous les jours des personnes quitter l'usine en masse et il y avait beaucoup de grèves », raconte Astika Andriani, coordinatrice de la plateforme Solidar pour l'organisation des travailleur·euse·s d'Asie du Sud-Est depuis trois ans. Elle avait déjà entendu parler de Solidar lorsqu'elle travaillait au Asian

Monitor Research Center en raison de notre soutien en faveur des travailleur·euse·s migrant·e·s sans statut légal torturé·e·s dans les prisons du Sabah en Malaisie. « J'étais épatée par ce que Solidar avait réussi à accomplir. »

Un statut non reconnu

L'une des priorités de la plateforme est de soutenir les travailleur·euse·s à la tâche, à qui l'État ne reconnaît pas le

statut d'employé·e·s et qui ne peuvent donc pas s'enregistrer en tant que syndicat. Ces travailleur·euse·s lancent donc des initiatives pour organiser des actions très concrètes, comme des arrêts où les livreur·euse·s peuvent boire de l'eau et se reposer ou un crowdfunding pour leurs collègues ayant eu des accidents. « Et récemment, un syndicat a pu être mis sur pied malgré tout », poursuit Astika Andriani. « Seulement, il ne se présente pas comme un syndicat de travailleur·euse·s à la tâche, mais de transport sur deux-roues. »

La jeune femme de 28 ans vit toujours à Bandung, en Indonésie. Elle a fait des études de journalisme, mais n'a pas travaillé longtemps dans le domaine : « Je n'aimais pas le monde des médias. » Elle préfère consacrer sa vie à la lutte pour de meilleures conditions de vie et de travail, que ce soit auprès de Solidar ou en s'engageant en tant qu'activiste à l'intersection entre genre et travail, contre les violences liées au genre et la transphobie, pour les droits des ouvrières du textile et pour la reconnaissance du travail de soins. Astika Andriani en est convaincue, « nous faisons face à une crise de l'aide. Le monde arrêterait de tourner sans le travail de soins et pourtant, nous ne reconnaissons pas sa valeur. Les dépenses de sécurité sociale et de service public sont revues à la baisse, ce qui entraîne pauvreté, maladies, endettement et communautés qui se désagrègent. Et les inégalités sont au cœur de cette crise. »

Absence de protection sociale

Il n'y a pas qu'au niveau de l'organisation que ce manque de reconnaissance pose problème. Comme elles et ils exercent à titre indépendant du point de vue du gouvernement, la loi du travail ne s'applique pas à ces travailleur·euse·s, elles et ils n'ont pas accès aux assurances sociales ni aux soins de santé et n'ont pas droit aux heures maximales de travail ni aux salaires minimaux. « Les employé·e·s de maison travaillent souvent 24 heures d'affilée, sans pause », explique Astika Andriani. « En Indonésie, nous nous battons depuis 20 ans pour une loi pour les travailleur·euse·s informel·le·s. Leurs organisations ont récemment été conviées

pour la première fois aux forums du gouvernement. »

Une victoire, certes, mais la tendance n'est pas à une hausse de la protection. « Il s'agit plutôt de sacrifier les réglementations pour accélérer la croissance économique. Les gouvernements affaiblissent les lois du travail plutôt que de les faire respecter. »

Bon nombre de travailleur·euse·s à la tâche doivent donc s'endetter. « Certaines personnes en viennent à se suicider », affirme Astika Andriani. Et les femmes sont tout en bas de l'échelle. Plus les conditions sont mauvaises, plus il y a de femmes. » Elles représentent 64 % du secteur informel en Indonésie.

Les exigences administratives écrasent les organisations de terrain

Pour Astika Andriani, l'un des défis réside dans le fait que la plateforme collabore dans différents pays avec des

« En Indonésie, nous nous battons depuis 20 ans pour une loi pour les travailleur·euse·s informel·le·s. »

organisations partenaires très diverses qu'elle doit fédérer autour d'USAID, le principal donateur. « Souvent, les exigences des organismes donateurs ne sont pas réalistes. Les organisations de terrain ne peuvent pas satisfaire à des exigences administratives complexes. En même temps, leur ancrage sur place est important pour que les projets répondent aux besoins des travailleuses et travailleurs. » Il arrive que la coopération avec une organisation partenaire se rompe pour cette raison. Les travailleuses du sexe de Thaïlande, par exemple, ont préféré se concentrer sur leur organisation. « C'est compréhensible, mais très regrettable, car elles

apportaient une expérience précieuse. » Il y a toutefois aussi des victoires qui lui donnent des ailes. Par exemple, quand des employé·e·s de maison créent leur propre centre de formation, ou quand des travailleur·euse·s du secteur de l'huile de palme publient des photos de pesticides sur Instagram pour que tout le monde sache ce qu'ils contiennent et comment se protéger. « Au Myanmar, des employeur·euse·s ont même fini par payer des salaires retenus depuis des mois lorsque notre organisation partenaire a recommandé aux travailleur·euse·s de s'adresser à l'office du travail local », se réjouit Astika Andriani. ●



Dominic Deville

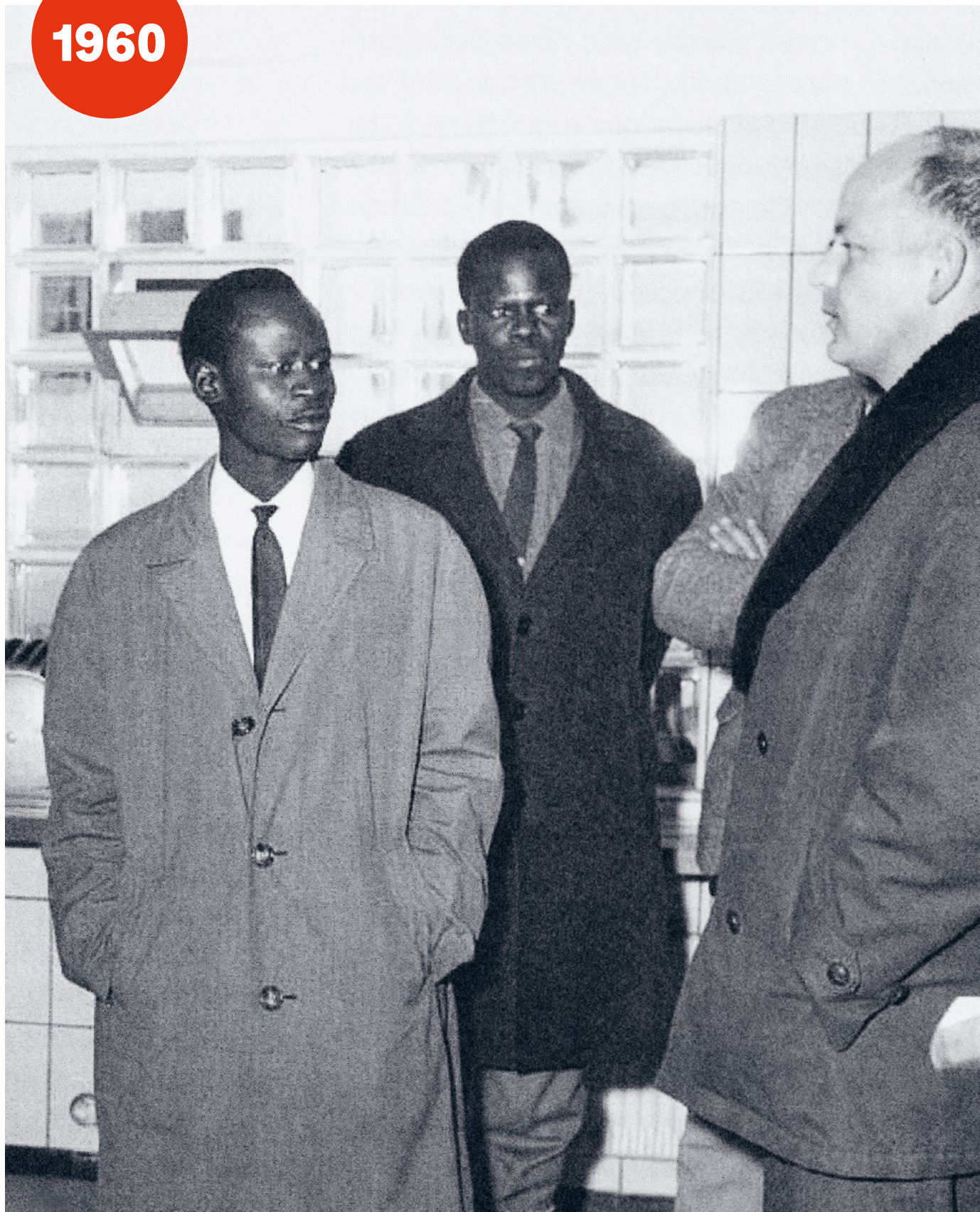
Le satiriste, comédien et musicien punk commente l'actualité dans un numéro sur deux du *Soli*.

Inégalités Deluxe

Saviez-vous qu'environ 30 millionnaires meurent chaque jour en Suisse ? On comprend mieux pourquoi c'est toujours si calme dans le centre de Zoug. Pas de quoi s'inquiéter pour autant du sort de l'« Homo cum decies », dit « millionnaire commun », dans notre pays. Inutile d'accrocher des gilets de sauvetage aux fontaines de champagne ou d'ériger des clôtures autour des boutiques de luxe pour empêcher cette espèce, généralement engoncée dans la fourrure ou dans du cachemire, de passer sous les roues du tram à la Bahnhofstrasse de Zurich en plein *doomscrolling*. En 2020, Crédit Suisse estimait qu'une personne sur six en Suisse possédait au moins un million de francs. Bien. En 2020, Crédit Suisse se décrivait aussi lui-même en ces termes dans un communiqué de presse : « Nous continuons d'adopter une approche équilibrée à l'égard des marchés matures, nous approfondissons et étendons notre modèle régional de gestion du patrimoine en restant à proximité de notre clientèle. » Hahaha ! Elle est bien bonne, celle-là !

Mais c'est incontestable, la Suisse et sa population regorgent de moyens financiers, sous forme d'argent liquide, d'investissements ou de dépôts, de biens immobiliers, d'or ou de collections de vinyles d'obscurs groupes de punk (suivez mon regard...). Et même si vous, chère lectrice, cher lecteur, n'êtes pas emmitoufflé·e dans du cachemire et n'avez pas de coffre-fort rempli de lingots d'or derrière un tableau de Rolf Knie, il n'est pas tout à fait improbable que vous fassiez partie des 10 % les plus riches de la planète. Félicitations ! La mauvaise nouvelle, c'est que selon d'éminent·e·s économistes, le monde ne peut précisément plus se permettre ces 10 % (VOUS ! MOI ! NOUS !). Les 50 % de la totalité des émissions, c'est à cause de nous. Restez donc bien sur vos gardes. Nous n'appartenons assurément pas à une espèce digne de protection. En faisant un don et en lisant notre magazine *Soli*, vous démontrez toutefois que vous êtes sur la voie de l'amélioration. Merci. Du coup, faites quand même attention au tram quand vous traversez la Bahnhofstrasse !

1960

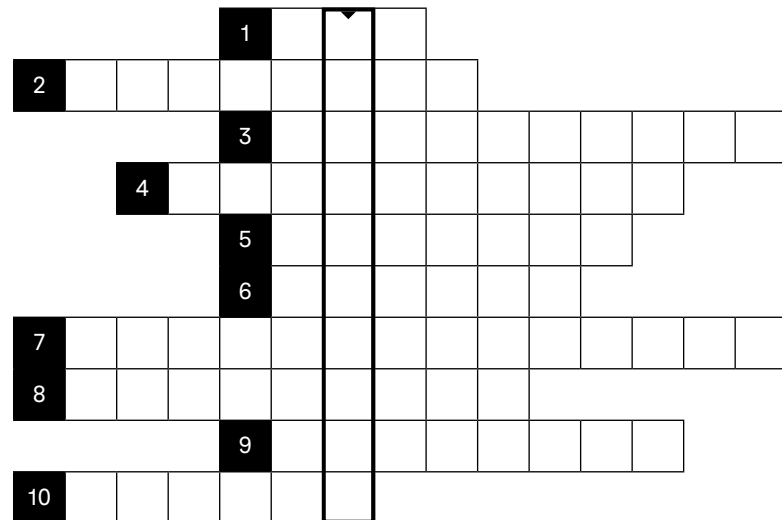


Des partenariats continus

C'est relativement tôt, à l'époque encore sous le nom d'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), que Solidar Suisse a commencé non seulement à fournir une aide, mais aussi à coopérer avec des organisations partenaires dans ses pays d'intervention. Cette photo montre la visite d'une délégation sénégalaise dans une laiterie d'Andiast, dans les Grisons, en 1960.

Mot croisé

Des indices pour compléter la grille se trouvent dans les articles du Soli.



Mentions légales

Édition

Solidar Suisse
Quellenstrasse 31
8005 Zürich
Tel. 044 444 19 19
contact@solidar.ch, solidar.ch
IBAN CH67 0900 0000 8000 0188 1
Membre du réseau européen Solidar

Rédaction

Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Benjamin Gross, Sylvie Arnanda, Cyrill Rogger

Mise en page

notice.design

Traductions

Katja Schurter, alingui

Correction

Jeannine Horni, Valérie Knechciak

Impression et expédition

Mattenbach AG

Papier

Holmen TRND 2.0,
certifié ISO 14001 et FSC

Tirage

37 000 exemplaires (paraît quatre fois par an).

Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 70 francs par an minimum, organisations 250 francs minimum).

Verso

Combattez avec nous les inégalités.
Visuel : Spinax Civil Voices

- 1 Pourcentage des plus riches responsables de plus de la moitié des émissions de CO₂.
- 2 De nombreuses femmes en sont victimes, mais ce n'est toujours pas considéré comme une crise.
- 3 Système politique qui doit permettre aux populations de s'impliquer.
- 4 Pays particulièrement affecté par le changement climatique, en n'y ayant guère contribué.
- 5 Devrait permettre aux travailleuses et aux travailleurs de vivre dignement.
- 6 Conditions météorologiques altérées par l'activité humaine avec des conséquences mondiales.
- 7 Forme de travail dont la valeur et l'importance sont souvent sous-estimées.
- 8 Son accès permet de réduire les inégalités.
- 9 Son absence au Burkina Faso force des milliers de personnes à fuir à l'intérieur du pays.
- 10 Correctement appliqué, c'est un instrument efficace pour redistribuer les richesses.

1^{er} prix un sac en toile avec le nouveau logo de Solidar Suisse

2^{ème} prix un t-shirt avec le nouveau logo de Solidar Suisse

3^{ème} prix un bob avec le nouveau logo de Solidar Suisse

Envoyez la solution à Solidar Suisse par carte postale ou par e-mail à contact@solidar.ch, objet « mot croisé ».

La date limite d'envoi est le 15 décembre 2024. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Soli 1/2025. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateur-trice-s de Solidar Suisse ne peuvent pas participer.

La solution du concours paru dans le Soli 3/2024 était « coopération ». Constance Jeanjaquet de Lausanne a gagné une petite casserole pour le café de Turquie, Jürg Bosshardt de Winthertur un porte bonheur de Turquie et Felicitas Mueller de Zurich un marque page en argent de Bolivie.



**Votre don en
bonnes mains.**

PRR OF IT exploitation

Combattez avec nous les inégalités
dans le monde: solidar.ch

**solidar
suisse**